

Assemblée générale d'Alternatives

Un autre monde est possible ... Un autre monde est nécessaire

Nos perspectives pour 2004-2005

29 août 2004

Principaux objectifs

Notre programme dans le monde se consolidera autour des zones de concentration où il s'est établi depuis quelques années. Les deux grands axes de programmation demeurent les mêmes :

- Appui aux organisations populaires dans leurs efforts pour se constituer en mouvement social (réseautage, organisation de Forums ou de coalitions, mises en place d'outils de développement organisationnel, utilisation des nouvelles technologies de l'information, etc.)
- Appui aux organisations populaires impliquées dans la construction de la paix, la lutte pour les droits, la réhabilitation et la reconstruction communautaire.

Les principaux points de concentration demeurent le Brésil, Cuba, le Maroc, l'Égypte, la Palestine, le Niger, le Congo, l'Afrique du Sud, l'Inde, le Pakistan, l'Indonésie, la Russie, l'Europe. Pour la prochaine année, nos principales « explorations » (ou mises en marche) auront lieu en Argentine, à Haïti et en Irak.

Au Québec et au Canada, nous poursuivons nos efforts pour contribuer au renforcement du mouvement populaire, à l'élaboration d'alternatives au modèle néolibéral dominant. Nous ferons un effort particulier pour stimuler un grand débat public sur la politique extérieure du Canada au moment où des changements importants se profilent à l'horizon.

Sur le plan interne, Alternatives devra dans la prochaine année se consolider financièrement, récupérer un rythme de croissance qui permette une plus grande stabilisation à long terme, notamment en continuant le processus de diversification des sources de revenus. Avec le nouveau secrétaire général, nous poursuivons les efforts entamés pour avoir une organisation interne plus stable et cohérente.

Alternatives dans le monde

Nous voulons continuer d'être très actifs dans la construction du Forum Social Mondial, notamment pour la cinquième édition du FSM à Porto Alegre en janvier 2005.

Nous voulons entre autres renforcer notre présence au Brésil, auprès des organisations populaires et des administrations progressistes au niveau municipal et fédéral, tout en consolidant notre travail à Cuba, et en poursuivant notre implantation en Argentine et en Haïti. Le travail de mise en réseau des organisations de tout le continent reste également une priorité, via des réseaux de réseaux comme le Forum social des Amériques et l'Alliance sociale continentale, et au niveau intellectuel, CLACSO.

En Afrique du Nord et au Moyen-Orient, nos priorités demeurent l'appui aux organisations populaires locales au Maroc, en Palestine et en Égypte. Nous voulons populariser davantage ces initiatives locales ici au Québec et au Canada, et créer davantage de synergies entre les mouvements de là-bas et d'ici. Nous allons poursuivre notre exploration en Irak, pour voir comment appuyer l'émergence d'un mouvement populaire de masse, apte à jouer un rôle dans la reconstruction d'un pays indépendant, souverain et démocratique.

En Afrique, nous travaillons à développer une initiative régionale en Afrique de l'Ouest, avec le mouvement populaire au Niger, au Sénégal et au Mali comme force principale de transformation. L'appui aux initiatives de la société civile du Congo, du Burundi, de l'Angola pour se constituer en réseau et jouer un rôle majeur dans la réhabilitation et la paix demeure centrale dans notre travail dans la région centrale. Dans l'Est, notre priorité reste le développement du mouvement populaire et démocratique au Soudan, tout en explorant du côté de l'Éthiopie et de l'Érythrée. Enfin en Afrique du Sud, nous travaillons à accompagner le « nouveau » mouvement social à se réseauter et à prendre le lead dans certaines initiatives (la lutte contre l'exclusion des personnes affectées par le SIDA, par exemple).

En Asie, nous continuons de concentrer notre travail auprès du mouvement populaire en Inde. Nous voulons une nouvelle initiative régionale qui lie davantage les organisations de la sous-région (Inde, Pakistan, Afghanistan). Au Pakistan, nous voulons renforcer notre présence auprès des diverses organisations démocratiques et populaires. En Indonésie, nous voulons continuer d'appuyer les organisations qui se battent pour la paix, la réconciliation, la « reconstruction » d'une Indonésie démocratique. Nous voulons continuer d'explorer du côté des organisations régionales (comme ARENA), ainsi qu'auprès des organisations au Vietnam et aux Philippines.

En Europe, nos priorités restent les mêmes : appui au mouvement syndical et démocratique en Russie, Ukraine, Biélorussie. Consolidation des liens avec les ONG et organisations démocratiques émergentes en Europe centrale, avec lesquelles nous voulons travailler dans d'autres sous-régions européennes, notamment les Balkans et le Caucase. Dans le cadre d'une perspective européenne plus large, nous voulons consolider

notre présence à Paris avec nos camarades du CEDETIM et de IPAM, à la fois sur le plan politique et sur le plan des projets.

Partout, nous cherchons à développer des programmations intégrées, qui incluent à la fois des appuis ponctuels et à long terme (via de grands projets), le travail des stagiaires et l'interaction entre les mouvements et leurs résistances à l'échelle locale et ceux à l'échelle internationale (Forum social), canadienne et québécoise.

Le projet d'Alternatives international va atteindre un certain rythme de croisière, avec des interventions publiques plus importantes, avec des efforts pour concerter davantage nos actions et utiliser les ressources avec plus de synergie. Un conseil d'administration sera mis en place au cours de l'année.

Alternatives au Québec et au Canada

Alternatives a la capacité d'intervenir sur plusieurs dossiers et questions en même temps, ce qui est certes un avantage (le monde est complexe !), et quelquefois un élément de faiblesse (dispersion, fragmentation). Il faut réconcilier ces deux termes et savoir se concentrer sur quelques questions clés, qui représentent un enjeu pour l'ensemble de notre mouvement, tout en étant flexibles et à l'écoute de nos partenaires ici et dans le monde (donc avec une capacité d'intervenir rapidement et ponctuellement).

Quelques « grands dossiers » nous interpellent particulièrement :

- Le renforcement du mouvement populaire comme acteur fondamental dans la lutte contre le néolibéralisme et pour des alternatives.
- Démocratie, participation citoyenne et développement durable.
- La lutte contre la militarisation, la guerre (la « guerre sans fin » des États-Unis contre les peuples) et pour les droits humains dans la perspective de l'alignement sur les Etats-Unis des lois canadiennes en matière de sécurité.
- L'élaboration d'une politique extérieure canadienne répondant aux besoins et aux aspirations des peuples.

Le renforcement du mouvement populaire au Québec et au Canada

Partout à travers le mouvement social mais aussi dans le cadre de l'évolution politique et économique du pays, la société canadienne et québécoise appelle de mille manières à une résistance accrue contre le néolibéralisme. Lors des dernières élections fédérales par exemple, le message a été clair : non au « modèle américain » préconisé par la droite canadienne. Au Québec, il est plus que probable que les grandes coalitions pour affronter la réingénierie (néo)libérale vont poursuivre leurs actions. Alternatives continuera de jouer dans ce contexte un rôle modeste mais significatif, en tentant constamment de créer les passerelles avec les mouvements populaires du reste du monde, notamment à travers le Forum Social Mondial. Ce travail se poursuit au niveau national et au niveau local, par exemple dans le cadre d'initiatives citoyennes pour faire en sorte qu'effectivement, un autre monde soit possible. L'appui à l'École militante pour la formation de la relève est un vecteur de cet objectif. Parmi les multiples défis qui découlent d'une telle perspective, Alternatives entend porter haut et fort la nécessité d'une solidarité active entre les peuples qui habitent le territoire du Canada, affaiblir les sentiments d'isolement et de méfiance, rapprocher les organisations populaires du Québec et du reste du Canada, et entre celles-ci et les organisations représentant les diverses premières nations également. L'idée du Forum des peuples du Québec, du Canada et des Premières Nations, reste un objectif important, en dépit des problèmes encourus l'an passé et, nous l'espérons au cours de la prochaine année, le processus pourra redémarrer avec la participation active de plusieurs organisations populaires.

Démocratie, participation citoyenne et développement durable

Récemment, dans le sillon de résistances et d'élaboration d'alternatives, des mouvements un peu partout dans le monde ont redécouvert l'importance de la démocratie participative. Des outils (le budget participatif au Brésil) font partie de cette nouvelle construction populaire. Des expériences d'autogestion et d'auto-organisation se multiplient (le MST au Brésil, les comités sud-africains qui organisent la résistance contre les privatisations des services publics, les comités dans le Kerala qui structurent le budget participatif dans les «panchayats»). Des organisations s'investissent dans la lutte pour démocratiser le pouvoir municipal à Montréal et à Québec. Avec la SodecM, Alternatives participe à un mouvement porteur de transformations à long terme. Des expériences importantes comme celle des citoyenNEs de Pointe St-Charles sont en cours pour redynamiser la vie communautaire et redonner le pouvoir aux gens. De plus en plus, ces résistances sont liées à une perspective écologique, de développement durable, et qui met en place des alternatives (jardinage écologique et urbain, commerce équitable, etc.). Ces deux dynamiques, participation citoyenne et développement durable, se renforcent et dans ce contexte, Alternatives peut jouer un rôle important.

Le troisième Sommet des citoyenNEs de Montréal

En septembre prochain, plusieurs organisations dont Alternatives participeront à ce sommet organisé par la SodecM. Le Sommet doit rassembler plusieurs centaines de citoyenNEs pour réfléchir ensemble sur l'avenir de Montréal, plus particulièrement sur les grands enjeux qui nous concernent en matière de développement durable et de démocratie.

Non à la « guerre sans fin »

Nul besoin de le répéter, l'empire actuel déploie ses tentacules partout dans le monde et mise sur sa suprématie indéniable au niveau militaire. Pour le moment, l'épicentre de cette crise est au Moyen-Orient avec des ramifications jusqu'en Asie et dans les régions au sud de la Méditerranée. On a vu au Canada et au Québec l'an passé un mouvement citoyen sans précédent contre la guerre d'agression en Irak. La bonne nouvelle est que nous avons réussi à empêcher que le Canada ne participe à cette guerre. La mauvaise nouvelle est que l'agression continue, comme l'annoncent sans gêne les chefs d'orchestre à Washington (la « guerre sans fin » contre le terrorisme). En Irak, l'occupation cherche à se perpétuer, devant une opinion irakienne très hostile. Demain, de nouvelles agressions se préparent contre la Syrie, le Liban et l'Iran. Entre-temps, des conflits immenses sont en gestation au Pakistan, en Indonésie et ailleurs. Ces contradictions, cette lutte gigantesque contre l'empire, se concentrent également en Palestine où une lutte anti-coloniale et anti-apartheid est l'un des points chauds de la résistance contre l'empire, relayé par un puissant allié local, l'État israélien. Devant tout cela, il est important

qu'Alternatives participe, renforce et appuie le mouvement multiforme qui s'oppose à la militarisation du monde, et s'engage activement en solidarité avec les peuples qui y résistent.

Pour une politique extérieure canadienne axée sur les peuples

Le gouvernement actuel est engagé dans une révision de la politique extérieure canadienne, ce qui inclut plusieurs dimensions :

- Le rôle du Canada au sein de l'ONU
- Les relations avec les États-Unis
- La politique de défense
- La politique de l'aide au développement.

Bref, l'ensemble des politiques mises en place pour positioner le Canada dans et par rapport au monde est en jeu. Cette perspective est une excellente occasion pour que nous intervenions de façon significative dans ce débat. En gros nous voulons :

- Une politique extérieure qui priorise la solidarité avec les peuples dans le cadre du respect des valeurs définies dans la convention de l'ONU sur les droits humains
- Nous voulons une politique qui part du principe que les droits politiques, économiques, sociaux, culturels des peuples ont la préférence sur les autres considérations diplomatiques et économiques.
- Nous voulons une indépendance accrue du Canada sur le plan diplomatique, militaire, économique, politique. Nous sommes contre les politiques qui nous lient davantage aux États Unis.
- Nous sommes pour le renforcement et la démocratisation de l'ONU et des institutions internationales sous le contrôle de l'assemblée générale des pays souverains, et la transformation ou l'abolition d'institutions non démocratiques et non représentatives comme le G-8, la Banque mondiale et le FMI.

Plus spécifiquement,

- Nous voulons relancer les ambitions du Sommet des peuples de Québec (avril 2001), et participer à l'élaboration d'un nouveau projet d'intégration hémisphérique pour les Amériques basé sur les droits des peuples.
- Nous sommes contre toute présence militaire canadienne en Irak dans le cadre d'une situation qui perpétue l'occupation militaire américaine.
- Le Canada doit jouer un rôle important pour aider le peuple palestinien à résister à l'occupation, notamment en conformité avec la décision du Tribunal contre les crimes de guerre à propos du Mur de l'apartheid.
- Nous sommes contre toute participation canadienne à la nouvelle « guerre des étoiles » mise en place par les États Unis.
- Nous voulons mettre de l'avant la défense des droits et de la souveraineté nationale dans toutes les dimensions de la vie. Le droit à la diversité culturelle est un des piliers de cette lutte.

En ce qui concerne l'aide au développement,

- Nous voulons participer à la révision du mandat de l'ACDI, proposer des alternatives aux politiques qui s'inscrivent dans le cadre néolibéral défini par la Banque mondiale et le FMI.
- Nous voulons une aide au développement axée sur les besoins des peuples, priorisant le développement économique et social, et la promotion des droits et de la démocratie.
- Nous voulons un rôle accru pour les ONG et les organisations de la société civile canadienne et québécoise, et non une marginalisation de ces organisations comme cela est le cas depuis quelques années.

Dix ans d'ALENA, bilan social et perspective

Avec l'appui d'Alternatives et de plusieurs syndicats et organisation populaires, le Réseau québécois sur l'intégration continentale (RQIC), en collaboration avec les trois autres réseaux en Amérique du Nord (Common Frontiers (Canada), Alliance for Responsible Trade (Etats-Unis) et la Red Mexicana de Accion Frente al Libre Comercio (Mexique)), organise à l'automne une grande conférence pour faire le point sur les dix ans de l'ALENA, sur les plans économique, de l'emploi, de l'environnement, et aussi pour tirer des perspectives d'action face aux défis que posent le passage à une intégration en profondeur en Amérique du Nord.

Une solidarité constante et active

Nous voulons rester un mouvement dynamique ouvert sur la société et sur les organisations populaires. Nous voulons appuyer et participer dans un grand nombre d'initiatives qui visent à créer des ponts avec les peuples du monde, et entre les organisations populaires québécoises et canadiennes. Que ce soit à travers l'action citoyenne pour la défense de l'environnement ou pour la promotion des droits des peuples en Amérique latine, en Afrique, en Asie. Que cela se produise dans des luttes pour la défense des immigrantEs et des réfugiéEs. Que cela se fasse avec les organisations de jeunes et d'étudiants qui visent à renforcer un nouvel internationalisme des peuples. Que cela se fasse à travers le Sommet des citoyenNEs de Montréal ou dans le cadre du Forum social de Québec, Chaudière-Appalaches ou dans le cadre du Forum social de Toronto. Que cela se fasse dans de grandes coalitions comme le Réseau québécois sur l'intégration continentale (RQIC). Dans tous ces cas de figures, nous voulons être présents d'une manière active : mobiliser nos membres et appuieurs, informer la population via nos outils d'information, participer à l'élaboration des programmes et notamment au niveau des alternatives au néolibéralisme.

En solidarité avec les immigrantEs et les réfugiéEs

Les services d'employabilité pour personnes immigrantes, soutien à l'insertion à l'emploi et immersion professionnelle, se révèlent être d'excellents outils qui permettent à

l'immigrant d'acquérir d'une part une première expérience canadienne et d'autre part de s'intégrer en emploi. À ce titre, cette mesure d'employabilité doit être maintenue et développée et pour cela, en concertation avec diverses ONG qui travaillent sur cette question, nous ferons en sorte que les paliers gouvernementaux continuent d'appuyer ces programmes.

Alternatives, dix ans plus tard et dix ans devant

Nous continuerons à célébrer notre dixième anniversaire en soulignant nos perspectives et nos propositions, notamment en matière d'altermondialisation. Nous organiserons un événement spécial axé sur la question de la culture et de la diversité culturelle, comme front de résistance et de proposition. Nous coopérerons plus étroitement avec le milieu concerné et notamment avec la «Coalition pour la diversité culturelle» de laquelle nous deviendrons membre.

Consolider Alternatives

Le conseil d'administration de 2004-05 inclura certainement plusieurs nouveaux membres et il faudra faire des efforts pour consolider le nouveau CA qui sera comme ceux qui l'ont précédé, l'instance de gouvernance politique à Alternatives. Par exemple, le CA devra jouer un rôle majeur dans l'articulation des perspectives évoquées précédemment, notamment au niveau de nouvelles initiatives sur la politique extérieure canadienne.

La gestion interne sera améliorée grâce à l'input du secrétaire général. Un nouveau comité de coordination sera mis en place, composé du DG, du SG, de la directrice de l'administration, et de deux personnes nommées par leur équipe respective. Dans le sillon d'une probable syndicalisation des employé-s, nous devrons probablement nous engager dans le processus de négociation d'une convention collective.

Toute la question des outils de travail et de l'infrastructure matérielle, déficiente à certains niveaux, sera revue par le SG sur la base de consultations auprès du collectif.

L'initiative du Forum des membres continuera avec des efforts supplémentaires pour ouvrir de nouveaux espaces de participation aux membres dans les activités et programmes.

Alternatives continuera bien sûr de travailler en alliance et en synergie avec plusieurs organisations populaires canadiennes et québécoises, dont notamment nos partenaires habituels du mouvement syndical, environnemental et communautaire. Des efforts particuliers continueront à être faits pour consolider les liens du côté des organisations de jeunes et d'étudiantEs.

La gestion des ressources financières continuera d'être au centre de notre travail. Il s'agit d'une part d'accentuer la diversification des revenus, auprès des bailleurs de fonds institutionnels et non institutionnels, et dans divers contextes nationaux et régionaux (Canada, Europe, institutions internationales). Il s'agit de gérer rigoureusement les ressources que nous avons, en demeurant en tout temps imputables devant nos membres et devant les organismes qui nous appuient.